

## Communication de Monsieur le Professeur Alain Larcan



Séance du 4 juin 2010



Le 70<sup>ème</sup> anniversaire du 18 juin 1940

«Toute une nation avec toute sa gloire  
Vit dans le dernier front qui ne veut pas plier  
Pour soutenir le temple, il suffit d'un pilier ;  
Un français, c'est la France ; un romain contient Rome  
Et ce qui brise un peuple avorte  
Aux pieds d'un homme»

Victor Hugo  
*Les châtiments*  
(Fable ou histoire)

### Chronologie des faits

Le 17 juin, De Gaulle se retrouve à Londres. Il est parti de l'aérodrome de Mérignac, sur le petit avion biplan *Havilland* que Churchill a mis à sa disposition, en compagnie du général Spears. Les Allemands occupent Paris depuis trois jours ; ils ont franchi la Loire ; ils sont aux portes de Lyon ; ils s'avancent vers Rennes pendant que les Italiens attaquent les Alpes sans succès. Les armées françaises, ou ce qu'il en reste, se replient ; l'exode des civils participe à cette débâcle qui succède à un mois de combats d'une extrême violence qui ont fait cent mille morts. Sous-secrétaire d'État à la Défense, et en quelque sorte, adjoint militaire du président du Conseil, il a été membre du gouvernement de la III<sup>e</sup> République pendant onze jours, du 6 au 17. Il a pu mesurer le poids du défaitisme au sein du gouvernement, surtout du maréchal Pétain, ainsi que

du généralissime Weygand et leur méfiance à l'égard de l'Angleterre. Il a eu la tentation de démissionner le 13, mais a été encouragé par Georges Mandel à rester : «Général, vous êtes un homme intact !». Il a participé aux conseils de Briare et de Tours, et vu Reynaud accepter que soit posée au gouvernement britannique, la question de savoir quelle serait la réaction de l'Angleterre si, malgré l'accord du 28 mars qui excluait toute suspension d'armes séparée, la France demandait à l'ennemi quelles seraient pour elle-même, les conditions d'un armistice. Il sait que l'Angleterre, et surtout Churchill, ne céderont pas ; il a eu avec lui, quatre entretiens : entrevue du 9 juin à Londres, pour demander un renfort d'aviation et d'armée de Terre – conseils de Briare et de Tours, les 11 et 13 juin – le 16 juin, à nouveau, il le rencontre pour obtenir le concours de la Flotte pour le transport de troupes vers l'Afrique du Nord<sup>[1]</sup>. C'est le 16 juin aussi qu'il pousse Reynaud à accepter la proposition grandiose, baroque et ambiguë de fusion des gouvernements britannique et français, faite par Jean Monnet. Mais quand il atterrit à Mérignac à 22 heures, il apprend la démission de Reynaud et la formation du gouvernement Pétain. Il s'entretient avec Paul Reynaud dans la soirée ; Spears lui propose, par mesure de sécurité, de passer la nuit à bord du croiseur anglais, *Berkeley*, mais il en décline l'offre car il a demandé au pilote de l'avion de Churchill, de l'attendre jusqu'au matin du 17 juin. C'est à ce moment qu'il va franchir le Rubicon ; ou comme le dit Crémieux-Brilhac : Il va brûler ses vaisseaux ! Il est à Londres ; il se rend au pied-à-terre de Seymour Grove (aujourd'hui Gruson Place), dont son chef de cabinet civil, Jean Laurent, lui a remis les clés. Il déjeune avec Courcel, son aide de camp et Spears, rend visite à Churchill à *Downing Street* ; «Churchill le reçoit dans son petit jardin ensoleillé, s'avance vers lui, chaleureux et les bras ouverts» (Crémieux-Brilhac). Ils conviennent d'un appel sur la BBC dès que le Maréchal aura officiellement demandé l'armistice, ce qui a été fait à midi, dans une allocution ambiguë : «C'est le cœur serré que je vous dis, aujourd'hui, qu'il faut cesser le combat...», ce qui aura pour conséquence de sonner le glas de toute résistance et de vouer à la captivité, un million de soldats sans qu'ils puissent se défendre. La démarche aurait été cependant exploratoire, et même conditionnelle... («Rechercher entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités»). On espère encore à Londres que les conditions seraient inacceptables et que l'honneur de la France reste engagé par la déclaration franco-britannique du 28 mars ; c'est ce qui explique le délai de quelques heures demandé par Churchill. Par l'intermédiaire de son ambassadeur à Bordeaux, Sir Ronald Campbell, Churchill en personne, exige que la condition préalable à toute demande d'armistice, soit le ralliement de la Flotte qui gagne les ports britanniques ou, en tout cas, la mise au préalable dans l'impossibilité de nuire à son allié. Le Maréchal et l'amiral Darlan refusent, tout en affirmant que la Flotte ne serait pas livrée aux Allemands

et éventuellement sabordée. De plus, l'ambassadeur a demandé au Maréchal s'il se replierait en Afrique du Nord ; celui-ci lui aurait répondu que, pour sa part, il resterait en France mais supposait qu'un gouvernement réduit gagnerait l'Afrique du Nord. Dès le 17, De Gaulle sait qu'il lancera un appel le 18. Il dîne chez Jean Monnet en compagnie de Pleven et de Courcel, et déclare à Monnet et à Pleven : «Vous perdez votre temps en cherchant à tirer quelque chose du gouvernement de Bordeaux, le Maréchal est un traître !». A Madame Monnet qui lui demande quelle mission il remplit à Londres, il répond : «Je ne suis pas ici en mission ; je suis ici pour sauver l'honneur de la France !». On connaît le texte de l'appel qui fut finement écrit et surchargé de ratures, tapé à deux doigts par Elizabeth de Miribel, amie de Courcel, qui se trouvait à Londres à la Mission Morand. Il finit «son appel» à 10 heures, en communique le texte à Spears et au ministre de l'Information, Duff Cooper, qui sont favorables, mais, alors que Churchill s'est cloîtré pour préparer son fameux discours aux Communes, le gouvernement britannique, réuni à 12h30 sous la présidence de Chamberlain, oppose son refus à De Gaulle, bien que la substance du texte ne soulève pas d'objections. Il n'est pas souhaitable (*undesirable*) que le général de Gaulle, *persona non grata* auprès de l'actuel gouvernement français, parle à la radio aussi longtemps qu'on peut espérer que ce gouvernement agira conformément aux intérêts de l'alliance. De Gaulle déjeune avec Spears et Duff Cooper qui ont sûrement été informés de la décision du cabinet. Spears entreprend de convertir les membres du cabinet, un par un, pour les faire revenir sur leur décision ; il voit Churchill qui fait la sieste, un masque sur la figure, après son discours aux Communes. Le gouvernement britannique décide une double action car il faut sauver les avions qui se trouvent à Mérignac, et si possible, faire passer en Angleterre, le plus grand nombre possible de combattants et la plus grande quantité de matériel ; c'est la raison pour laquelle on décide d'envoyer à Bordeaux, une délégation conduite par le ministre des Colonies, Lord Lloyd, et simultanément, d'autoriser le Général à parler à la radio. C'est ce qui va être fait en ce jour, cent vingt cinquième anniversaire de la bataille de Waterloo... Il se rend aux studios de la BBC, un peu avant 18 heures ; il fait un essai de voix : «La France», un clignotant vert... Elizabeth Parker, qui l'a accueilli, écrira plus tard : «Pâle, la mèche brune collée au front, il fixait le micro comme s'il était la France personnifiée, et comme s'il voulait l'hypnotiser : sa voix était claire, ferme, un peu forte, celle d'un homme qui s'adressait à ses soldats avant la bataille. Il ne paraissait pas nerveux, mais extrêmement tendu, comme s'il concentrait ses forces en un seul instant». Spears et Courcel sont également à la BBC ; ils dirent que le Général paraissait ému en les saluant, ainsi que le directeur de la BBC. Annoncé à 20h15, diffusé à 22h, l'enregistrement n'a pas été conservé ; l'appel sera rediffusé sur ondes courtes, le 19 à 12h15<sup>[2]</sup>.

Pour Jacques Fourmy - ce qu'ont confirmé Delpla et Crémieux-Brilhac - le texte diffusé est légèrement différent du texte officiel, sur deux points, soit que le Général ait dû céder à une exigence anglaise exprimée par Lord Halifax, soit qu'il ait lui-même, modifié les termes, compte tenu de la réaction connue du cabinet. L'appel, à signification essentiellement militaire, s'adresse aux militaires et aux ingénieurs français : Ah, ce conditionnel admirable « ou qui viendraient à s'y trouver », a noté Le Bihan. Mais en fait, il s'adresse aussi à tous les Français, et de ce fait, il a déjà un caractère politique : « La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ».

La signature de l'armistice se fait le 22 au soir, dans la clairière et le wagon de Rethondes. De Gaulle est reconnu comme chef des Français libres le 28 ; du 18 au 22, en raison des pourparlers décevants avec le gouvernement britannique, contrairement à ce qu'il a annoncé : « Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres », le très beau discours du 19 juin, publié dans les *Discours et Messages*, n'est pas prononcé. Il s'agit là d'un texte superbe, plus élaboré dans la forme que celui du 18 ; le gouvernement britannique lui a imposé le silence, polarisé par l'affaire de la Flotte, et l'espoir toujours de voir le gouvernement Pétain gagner l'Afrique du Nord. La mission de Lord Lloyd et de l'amiral Dudley Pound, celle également de Jean Monnet et de René Pleven, entretiennent l'espoir d'un repli du gouvernement français sur Perpignan et Alger, ce qui entraîne ensuite l'envoi, décommandé rapidement par le gouvernement britannique, de destroyers à Port-Vendres. On attend également la réaction des proconsuls (Hauts résidents du Maghreb et du Levant) et on dépêche auprès de Noguès au Maroc, Duff Cooper et le général Gort. Le conseiller diplomatique du gouvernement britannique, William Stray, et le sous-secrétaire d'État permanent au Foreign Office, Lord Cadogan, estiment que De Gaulle, ayant été désavoué à Bordeaux, et sommé de rentrer en France sans délai (le 19), doit rester tranquille jusqu'à ce que la situation s'éclaircisse. Ce n'est que le 22 au soir, à 22 heures, qu'il va s'exprimer à nouveau, après la déclaration de Churchill, indigné par les conditions de l'armistice, qui comporte l'occupation de toute la côte atlantique et le désarmement, sous contrôle allemand et italien, des bateaux dans des ports à déterminer d'après leurs ports d'attache (Brest, Cherbourg, Lorient occupés par l'ennemi). C'est à ce moment, très certainement, que Churchill a eu l'idée de l'opération *Catapult*, sur la flotte française d'Oran (Mers El. Kebir). L'enregistrement du discours du 22 a été conservé. De Gaulle est révoqué et mis à la retraite d'office, à titre disciplinaire, le 23 ; le Maréchal parle le 25 ; De Gaulle lui réplique le 26 ; chacun se plaçant sur le terrain de l'honneur. « La réplique est solennelle et condescendante » (Crémieux-Brilhac) ; « Il fait ses adieux au Maréchal, par les ondes au-dessus de la mer ». Il estime que le Maréchal a eu sa responsabilité dans la mauvaise organisation militaire, et

qu'il a souscrit à un armistice déshonorant. Il est à remarquer que De Gaulle ne tient pas compte des arguments du Maréchal commentant l'avilissement de la France et des Français, l'esprit de jouissance l'ayant emporté sur l'esprit de sacrifice. Jamais il n'incriminera la trahison, la Cinquième colonne, le Front populaire, les palinodies des Communistes, l'esprit de jouissance, la lâcheté des soldats ; au contraire, il saluera toujours leur héroïsme sans déploration ni flagellation. Le 23 juin, il a envisagé la déclaration d'un comité national français ou déjà d'un conseil de la libération mais, sous la pression de Vansittart, président du comité des Affaires françaises et de Lord Halifax, cette décision n'est pas entérinée et on décide de ne pas rediffuser la déclaration ni même le communiqué britannique, espérant l'arrivée du *Massilia* au Maroc, et les réactions que l'on espère favorables des Hauts résidents. Mais le 27, tout espoir s'effondre. Churchill le reconnaît comme chef des Français libres, où qu'ils se trouvent. Le 28, il fait à nouveau une allocution «ordre du jour» aux forces très maigres qui se sont ralliées à lui, et tous ses appels sont encore complétés les 2, 13 et 22 juillet, mais endeuillés le 3 par «l'affreuse canonnade d'Oran». Le 14 juillet, il fait défiler trois cents militaires français à Londres devant la statue du maréchal Foch.

### Le récit du 18 juin par le Général

Il fera le récit du 18 juin à trois reprises : d'abord sobrement dans les *Lettres, Notes et Carnets* de guerre, «N'acceptant pas, quant à moi, la capitulation, j'ai décidé en face à face avec ma conscience, de continuer à combattre dans la mesure de mes moyens et de réunir autour de moi, dans ce but, là où je suis, ceux qui voudront me suivre»<sup>[3]</sup>.

Le passage des *Mémoires de guerre* est sobre et court et tient en une trentaine de lignes. «La première chose à faire était de hisser les couleurs. La radio s'offrait pour cela. Dans l'après-midi du 17 juin, j'exposais mes intentions à M. Winston Churchill. Il mit aussitôt la BBC à ma disposition. Nous convînmes que je l'utiliserais lorsque le gouvernement Pétain aurait demandé l'armistice. Or, dans la soirée même, on apprit qu'il l'avait fait. Le lendemain, à 18 heures, je lus au micro le texte que l'on connaît. A mesure que s'envolaient les mots irrévocables, je sentais en moi-même se terminer une lutte, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indivisible armée. A cinquante ans (selon le texte écrit, à quarante-neuf ans), j'entrais dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries».

Le récit des *Mémoires d'espoir* est encore plus condensé : «Le 18 juin 1940, répondant à l'appel de la patrie éternelle, privé de tout autre recours pour sauver son honneur et son âme, De Gaulle, seul, presque inconnu, avait dû assumer la France»<sup>[4]</sup>.

De Gaulle n'aimait pas être ramené à un seul jour, fut-il fondateur. «Le 18 juin, c'est le jour où tout a commencé, mais il y a eu bien d'autres jours avant que tout finisse» écrit Philippe de Gaulle<sup>[5]</sup>. Il avait parfaitement mesuré l'immensité de la tâche. «Je m'apparaisais à moi-même, seul et démuné de tout, comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendait franchir à la nage»<sup>[6]</sup>. «Devant le vide effrayant du renoncement général, ma mission m'apparut d'un seul coup, claire et terrible. En ce moment, le pire de son histoire, c'était à moi d'assumer la France». On sait que les *Mémoires de guerre* n'ont eu d'autre fonction que de réaffirmer sans cesse, la validité de ce geste décisif, et d'en déployer toute la portée symbolique<sup>[7]</sup>.

La formule lapidaire que chacun connaît : «La France a perdu une bataille, mais la France n'a pas perdu la guerre» paraîtra sur une affiche encadrée de tricolore, le 3 août, et l'on sait que par suite d'une erreur des services en 1944, elle a pu être datée à tort du 18 juin, et de ce fait, souvent confondue avec l'appel, mais elle en est, il faut le dire, la quintessence de l'esprit. «L'ensemble des appels de juin prolongés par l'affiche et les appels de juillet, forment un bloc».

Une voie avait été ouverte, celle du courage ; «La France se relèvera, mais non pas sous la botte allemande et l'escarpin italien ; elle se relèvera dans la liberté ; elle se relèvera dans la victoire». Tel fut l'acte fondateur dans sa version originale (et non celui diffusé par la BBC). Il sera communiqué à la presse (Groupe Havas) et au monde libre ; le texte et l'affiche de juillet seront reproduits dans le premier Bulletin officiel des Français libres, et le premier Journal Officiel de la France libre. «Telle fut la dernière grande date à ce jour de notre histoire nationale (Crémieux-Brilhac), devenue à juste titre, un des lieux de mémoire de la Patrie».

## Signification intellectuelle et morale de l'acte résistant du 18 juin 1940

De Gaulle n'a pas créé le terme de résistance ; il lui a donné une résonance nouvelle et une signification plus profonde que celle jusque là admise de s'opposer à une attaque par les moyens de la guerre<sup>[8]</sup>. C'est pourquoi Max Gallo lui attribue l'invention du mot *résistance*, car il s'agit d'une résistance absolue, d'une résistance de principe, refus de la défaite, et de la volonté de lutter jusqu'au bout et ... jusqu'à la victoire. Résister, c'est donc adopter une attitude résolue de défensive active, de défensive prolongée, jusqu'à ce que, éventuellement des secours arrivent, que l'on puisse reconstituer les forces et reprendre l'offensive. «La résistance est à la fois une force et un état d'esprit»<sup>[9]</sup>. Mais c'est surtout une vision d'ordre moral, ne pas capituler, ne pas se rendre, en s'opposant, au nom de valeurs primordiales à ce qui paraît inévitable à beaucoup, pour ne pas dire

à tous. Tentons, par l'analyse du geste du 18 juin, et de la geste de la France libre, d'approfondir la signification intellectuelle et morale de cet appel, suivi de quelques autres en juin et juillet 1940, car ils forment, comme l'a très bien dit Crémieux-Brilhac, un bloc où la même pensée est présentée et argumentée en termes simples, forts, clairs et nets.

Le 18 juin, c'est d'abord la rencontre d'une personnalité puissamment préparée avec un événement et des circonstances.

### **L'intelligence générale des événements**

C'est la réaction d'un chef, d'un chef tel qu'il l'a campé et décrit dans *Le Fil de l'épée*, et d'abord une appréciation globale et précise de la situation, «des froides et claires réalités»<sup>[10]</sup>. Le chef doit avoir, écrivait-il, «l'intelligence et l'instinct de la situation, le goût du réel, le sens du positif»<sup>[11]</sup>. «Il lui faut la capacité d'embrasser les ensembles»<sup>[12]</sup>, «attribuer aux objets, l'importance relative qu'ils méritent, discerner l'enchaînement et les limites». Il doit savoir «démêler instantanément le chaos des choses, en distinguant l'essentiel de l'accessoire»<sup>[13]</sup>. Bref, comme Chanzy en 1870, il lui faut avoir l'intelligence générale des événements<sup>[14]</sup>, au milieu de ce que Bergson dénomme «le torrent mobile et trouble des circonstances».

Le chef doit ne chercher la synthèse que dans son propre fond, en exerçant l'imagination, le jugement, la décision.

### **La réaction face à l'événement**

La réaction face à l'événement, à «la sanction principale des événements»<sup>[15]</sup>, c'est justement «le critérium des capitaines»<sup>[16]</sup>. «Face à l'événement, c'est à soi-même que recourt l'homme de caractère»<sup>[17]</sup>. «Il lui faut dominer les événements, y imprimer une marque, en assumer les conséquences»<sup>[18]</sup>. «C'est le caractère, «cette vertu des temps difficiles,» qui «imprime son dynamisme propre aux éléments de l'action»<sup>[19]</sup>. Il faut à ce même chef responsable de l'action, «l'audace de l'entreprendre et la fermeté de s'y tenir»<sup>[20]</sup>. Il écrira le 3 août 1940 : «Dans l'immense bouleversement, ne valent, ne marquent, ne comptent que les hommes qui savent penser, vouloir, agir, suivant le rythme terrible des événements. Les autres seront balayés». Cette réaction, cette action, ce sera l'appel qui n'est pas un développement oratoire mais un acte (Maurice Schumann), car, en disciple de Bergson, il agit selon sa pensée, et sa pensée est orientée vers l'action. Le verbe et l'action ne font qu'un : il agit et son action parle (Le Bihan).

## L'exploitation des circonstances

Le chef, avait-il écrit, doit avoir l'art d'exploiter les circonstances<sup>[21]</sup>, les circonstances qui s'identifient à ce que Boutroux qu'il connaît bien, nomme *contingence*, c'est-à-dire l'action, quelle qu'elle soit, qui aurait fort bien pu ne pas être, ou être autrement. Pensée qu'il reprendra en l'ayant soigneusement méditée, dans une conversation avec Claude Guy, et aussi en faisant l'éloge de Félix Eboué à Bamako. Ces propos illustrent rétrospectivement le regard qu'il porte sur lui-même : «Quand soudain l'action d'un homme influe sur de grands événements, l'occasion qu'il a saisie, n'est point du tout le hasard, car, si ce sont les circonstances qui l'amènent à se révéler, il ne fait que ce dont il est capable, ce à quoi il était préparé». Et aussi, «L'homme d'Etat utilise les événements pour accomplir un grand dessein ; il se confond avec eux, si bien que, faute de ces événements, l'histoire n'aura peut-être jamais à prononcer son nom. Il doit attendre la vague de fond. Il doit attendre le moment, et ce moment peut ne se représenter jamais». Pour lui, les circonstances qui vont favoriser son dessein, sont le passage au gouvernement pendant onze jours et quatre rencontres avec Churchill<sup>[22]</sup>.

## Le choix du moment

Il n'est pas totalement maître du choix du moment mais, de retour à Londres le 17, il sait qu'il va lui falloir, après s'être concerté avec les Britanniques, agir. Il écrira à propos de Bir Hakeim : «Dans l'entreprise où on risque tout, un moment arrive d'ordinaire où celui qui mène la partie sent que le destin se fixe»<sup>[23]</sup>. Et ce sera le 18 vers 18h qu'il va, si l'on veut, franchir le Rubicon ou brûler ses vaisseaux. Dans la fièvre des événements, il n'a probablement pas remarqué qu'il était à Londres le jour du 125<sup>ème</sup> anniversaire de la Bataille de Waterloo, que les Anglais, en raison des circonstances, ne commémoreront pas. Par la suite, il ne dissimulera pas sa satisfaction de constater que le souvenir du 18 juin 1940 effaçait celui du 18 juin 1815<sup>[24]</sup>.

## Le moyen

Et puisqu'il lui fallait «hisser les couleurs», il choisit d'appeler les militaires français à la résistance par la voie des ondes ; l'appel est un texte incarné dans une voix (A. Peyrefitte) où le héros fusionne avec le récitant (R. Debray). Elisabeth Parker qui l'avait accueilli à la BBC, l'a décrit comme fixant le micro, comme s'il était la France personnifiée, et comme s'il voulait l'hypnotiser ; la voix qui sort du poste qu'on écoute, en tendant l'oreille comme une confidence qui est faite personnellement, ne ressemble à aucune autre. Elle répond à une situation qui ne ressemble, elle non plus, à aucune autre. Elle appelle à une résistance intérieure qui, pour commencer, est celle de l'esprit et du cœur, et



à laquelle chacun est appelé individuellement, en dehors de toute hiérarchie, de toute influence, de toute médiation ; elle a le ton du chef et pourtant, c'est un chef dont l'autorité vient seulement de ce qu'il parle au nom de la France (A. Peyrefitte). Il s'agissait bien d'une première dans ce domaine ; personne n'avait jamais interpellé les Français de la sorte (Le Bihan) ; c'était la première fois que la France parlait autrement que par métaphores (André Malraux).

### Prélude au 18 juin

Quand bien plus tard, en 1958, certains de ses partisans lui diront qu'il fallait refaire un 18 Juin, il répondit en souriant : «Oui, mais pour refaire un 18 juin, il faut l'ambiance !». Quels sont ces événements ? Quelles sont ces circonstances ? Bien sûr, avant-guerre, le destin suivait son cours<sup>[25]</sup> ; la remilitarisation de la Rhénanie, le réarmement de l'Allemagne, l'Anschluss et le recul munichois de la France et de l'Angleterre à propos de l'affaire des Sudètes, enfin la déclaration de guerre à l'Allemagne, après le foudroiement de la Pologne, De Gaulle y avait assisté «sans surprise mais non sans douleur»<sup>[26]</sup>. Dès l'entrée en guerre, il sait que nous avons perdu la première manche faute d'avoir pu prendre une initiative militaire. Il s'était préparé, et son régiment, le 507<sup>ème</sup> RCC était prêt à combattre, mais hélas il devait être dispersé en bataillons au début du conflit, en raison de l'absurde règlement d'emploi des chars en appui de l'infanterie qu'il n'avait cessé de dénoncer. La dernière tentative d'alerter les responsables civils et militaires fut la rédaction du Mémoire qui annonçait que «le conflit présent sera tôt ou tard, marqué par des mouvements, des surprises, des irruptions, des poursuites, dont l'ampleur et la rapidité dépasseront infiniment celles des plus fulgurants événements du passé»<sup>[27]</sup>. Après avoir été le commandant des chars de la 5<sup>ème</sup> Armée, le colonel de Gaulle est appelé à prendre le commandement de la 4<sup>ème</sup> DCR. Il rencontre dans la Thébàide de Vincennes, le généralissime Gamelin : «Je quitte ce grand chef, s'appropriant dans son cloître à assumer tout à coup, une responsabilité immense, en jouant le tout pour le tout, sur un tableau que j'estimais mauvais»<sup>[28]</sup>. Cinq semaines après, éclatait la foudre<sup>[29]</sup>. «En une semaine, le destin était scellé»<sup>[30]</sup>. Tel est l'événement majeur qui décide de la défaite militaire qui paraît très vite inéluctable sur le territoire métropolitain. De Gaulle est alors un chef militaire à qui l'on confie une mission difficile, voire impossible, d'arrêter à Montcornet, et de contre-attaque à Abbeville. «La bataille, fut-elle désastreuse, arrache le soldat à lui-même ; celle-ci me saisit à son tour»<sup>[31]</sup> ; sa réaction, alors qu'il vient de rassembler avec peine, une division encore incomplète, est celle «d'une fureur sans borne au spectacle de ce peuple éperdu et de cette déroutée militaire». Il écrit dans ses *Mémoires de guerre* : «Ah ! C'est trop bête ! La guerre commence infiniment mal. Il faut donc qu'elle continue. Il y a pour cela, de l'espace dans

le monde. Si je vis, je me battraï, où il faudra, tant qu'il faudra, jusqu'à ce que l'ennemi soit défait et lavée la tache nationale. Ce que j'ai pu faire par la suite, c'est ce jour-là que je l'ai résolu»<sup>[32]</sup>.

Il y a bien une préfiguration de l'appel du 18 juin lorsque le commandant de la 4<sup>ème</sup> DCR lance un appel sur les ondes, probablement à la demande du chef d'état-major, à Savigny-sur-Ardres, le 21 mai (Relaté par A. et P. Rouanet – Témoignages Fèvre, Nadaillac et Viard). Quittant sa division, il adresse à ses troupes un dernier ordre du jour : «j'ai la certitude que vous allez poursuivre ces succès, et ce sera grâce aux chars et aux avions les éléments du triomphe final de la France». Malgré tout, même si le 30 mai, la bataille est virtuellement perdue, et si dans son cantonnement de Picardie, De Gaulle ne se fait pas d'illusions, il entend déjà garder l'espérance<sup>[33]</sup>. La suite est connue : engagement sous Abbeville ; nouvelle proposition de De Gaulle au commandant en chef de réaliser un regroupement des chars, entrée du Général comme sous-secrétaire d'état à la Défense nationale dans le gouvernement de Paul Reynaud ; le chef militaire devient pour quelques jours, un responsable politique à la faveur des circonstances ; il conseille le chef du gouvernement, participe aux conseils dramatiques de Briare et de Tours, rencontre Churchill, est l'animateur du parti hostile à l'armistice que Weygand finit par imposer au nom de sa conception de l'honneur militaire et surtout de la crainte du communisme. La conviction profonde est que, si la guerre de 1940 est perdue, nous pouvons en gagner une autre<sup>[34]</sup>. Il convient de refuser l'armistice, de se contenter d'une capitulation, d'un cessez-le-feu, pour les forces au combat, en restant fidèle à l'engagement pris avec la Grande-Bretagne de ne pas chercher à faire une paix séparée, en suscitant la résistance du gouvernement et des forces restantes encore intactes, en France et surtout en Afrique du Nord et dans l'Empire, et en n'hésitant pas à déplacer le Gouvernement, garant de la souveraineté française, hors de portée de l'ennemi, en Angleterre ou en Afrique du Nord.

### La décision d'un seul qui engage sa responsabilité

Cette décision est le fait d'un seul, car même s'il a reçu les encouragements de Georges Mandel, il l'a prise seul. «Délibérer est le fait de plusieurs, décider est le fait d'un seul». Nous retrouvons ici *Le Fil de l'épée* : «La passion d'agir par soi-même»<sup>[35]</sup>, «l'âpre joie d'être responsable»<sup>[36]</sup>, «Le voilà qui se dresse, se campe et fait front ; il a la passion de vouloir, la jalousie de décider, non qu'il soit inconscient du risque ou dédaigneux des conséquences, mais il les mesure de bonne foi et les accepte sans ruse... L'homme de caractère confère à l'action, sa noblesse ; sans lui, morne tâche d'esclave, grâce à lui, jeu divin du héros»<sup>[37]</sup>. Le chef doit savoir assumer toutes les conséquences de ses décisions et de son action ; il en assume toutes les responsabilités et il sait qu'il sera «seul

en face du mauvais destin»<sup>[38]</sup>, ce qui suppose «l'honneur d'être responsable devant soi-même, devant les autres et devant Dieu»<sup>[39]</sup>. Evidemment, « le train ordinaire des choses favorise mal l'homme de caractère, mais que les événements deviennent graves, le péril pressant, que le salut commun exige tout à coup l'initiative, le goût du risque, la solidité, aussitôt change la perspective, et la justice se fait jour. Une sorte de lame de fond pousse au premier rang, l'homme de caractère<sup>[40]</sup>, car on ne s'appuie surtout que sur ce qui résiste...»

### Une décision immédiate

Cette décision personnelle et quasi instantanée a en effet, un caractère d'immédiateté qui n'a cessé d'impressionner les esprits<sup>[41]</sup>.

C'est, comme l'a dit, pour une fois inspiré, Saint-John-Perse, la syntaxe de l'éclair. Tentons l'analyse de cet instant, qui est celui du geste décisif, et lui confère d'emblée, une valeur symbolique. Aux rouages intellectuels habituels d'une délibération intérieure, s'associe dans l'instant, l'intuition qui l'éclaire et comme l'illumine. Chez ce Bergsonien, qui relie constamment la pensée et l'action, on perçoit le cheminement de l'instinct, l'entrée en scène de l'impulsion créatrice qui est capacité d'action. C'est l'intuition qui permet dans la durée, le retour au mouvement, «le bondissement de l'être», qui par son autodétermination, va dominer les contingences. Cette expérience intérieure tient du *moi* profond, du *moi* fondamental, de la conscience et de l'élan vital, car la durée réelle, au sens bergsonien, devient invention, force créatrice, et le changement, ou plus exactement le mouvement, est imprégné de spiritualité. C'est alors que pour les personnalités d'exception, que sont pour Bergson, les héros et les saints, l'expérience vécue dans la durée embrasse la continuité de l'histoire, et que l'on comprend l'une des premières phrases des *Mémoires de guerre* : «Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France». Les sujétions matérielles discontinues, celles que l'intelligence saisit, s'effacent pour laisser place à une seule décision possible. «Dans le vide effrayant du renoncement général, ma mission m'apparut, d'un seul coup, claire et terrible. En ce moment, le pire de son histoire, c'était à moi d'assumer la France»<sup>[41 bis]</sup>. La décision qu'il prend, est à la fois libre et obligation ; elle s'impose à lui comme une sorte d'impératif catégorique, car suivant en cela Saint-Thomas d'Aquin, le libre arbitre ne lui laisse en fait, que le choix de s'engager dans la voie du Bien. C'est en cela que la décision qu'il prend est d'abord d'ordre moral. Nous retrouvons ici Bergson pour qui la liberté paraît toujours pousser dans la nécessité des racines profondes et s'organiser intimement avec lui. Dans le conflit de devoirs qu'il affronte, il choisit le devoir supérieur au nom d'une finalité suprême par rapport à l'ordre purement formel. C'est la raison pour laquelle il tiendra toujours pour nuls et non avendus, les rappels à l'ordre qui lui sont notifiés par Weygand, dès le 19 à 6 heures du matin<sup>[42]</sup>.

Après les condamnations répétées et de plus en plus sévères, prononcées par des tribunaux militaires du gouvernement de Vichy, il dira simplement : «Nous réglerons nos comptes après la victoire !». C'est aussi la raison pour laquelle il déclare, dès le 23 juillet, que «l'argument de l'obéissance aux ordres d'une autorité disqualifiée et asservie, ne peut et ne doit plus compter devant l'obligation sacrée de lutter pour le salut de la France»<sup>[43]</sup>.

Il ne se considéra jamais, on le sait, en terre étrangère, ni comme un rebelle, ni comme un dissident, ni comme un exilé, qui contre l'avis de Danton, «emporte la Patrie à la semelle de ses souliers», mais il n'eut pas non plus le complexe de Coblenz. Non ! Il est la France ! Le 17, il a répondu à Madame Monnet qui lui demandait quelle était sa mission nouvelle à Londres : «Je ne suis pas ici en mission ; je suis ici pour sauver l'honneur de la France !» Et c'est tout simplement que le 19, il écrit dans ce magnifique discours non prononcé : «Moi, Général de Gaulle, soldat et chef français, j'ai conscience de parler au nom de la France. Je déclare formellement ce qui suit : tout Français qui porte encore des armes a le devoir de continuer la résistance».

### Force et simplicité de l'argumentaire

C'est alors aussi que l'esprit de simplicité triomphe des complications, et que s'exprime le discernement prophétique du possible et de l'impossible. La politique est une action au service d'une idée «forte et simple»<sup>[44]</sup>, écrira-t-il dans les *Mémoires de guerre*, et en effet, il définit et choisit la voie droite, qui est le plus court, mais aussi le plus sûr chemin qui mènera à la victoire (18 juin 1942 - Lettre à Pierre Tissier - 1<sup>er</sup> février 1943)<sup>[45]</sup>.

### Le cœur et la raison ; les forces morales

Il est surtout animé par la passion, «car rien de grand ne se fait sans passion» ; la raison le soutient mais le cœur l'inspire (Ce cœur qui, selon Pascal, a des raisons que la raison ne connaît pas...). Au deuxième anniversaire du 18 juin, en 1942, mais nous n'en sommes pas encore là, paraphrasant Chamfort, il dira : «C'est le cœur qui avait raison ; quelques-uns, ce jour-là, ont écouté leur cœur ; c'était donc les vrais raisonnables», ce qui deviendra dans les *Mémoires de guerre* : « Nous aurons beaucoup vécu car nous sommes des passionnés, mais aussi nous avons duré ; Ah ! Que nous sommes raisonnables !»<sup>[45 bis]</sup>.

L'appel aux valeurs se fait auprès des âmes, car c'est dans les âmes qu'il lui faut (le chef) imprimer sa marque vivante : «frapper les volontés, s'en saisir, les animer à se tourner d'elles-mêmes vers le but qu'il s'est assigné, grandir et multiplier les effets de la discipline par une suggestion morale qui dépasse le raisonnement, cristalliser autour de soi, tout ce qu'il y a dans les âmes de foi,

d'espoir, de dévouement latent». C'est ce qu'il avait déjà écrit dans *Le Fil de l'épée*<sup>[46]</sup>, car il sait, en lecteur et disciple d'Ardant du Picq, l'importance des forces morales, du Moral, qui prennent dans la défensive, un relief étonnant (selon Clausewitz). La victoire (ou la défaite) dépend, non seulement de la puissance des armes et de la valeur des chefs, mais aussi de la cohésion des troupes, de la confiance en ses chefs, et du soutien de la nation.

## Le refus du fatalisme

C'est d'abord le refus du fatalisme et du déterminisme. Dans les écrits d'avant-guerre, il a analysé les causes morales de la défaite chez l'adversaire (*Discorde chez l'ennemi*), et dénoncé les méfaits de l'esprit d'abandon, de l'effondrement moral et de l'obéissance passive<sup>[47]</sup>. Il a stigmatisé, en analysant la guerre de 1870, côté français, la passivité du commandement qui demeure l'étonnement de l'histoire. En 1921, le professeur adjoint d'histoire à Saint-Cyr s'est adressé aux élèves officiers (Témoignage Lecoq) : «Retenez cette leçon, l'histoire n'enseigne pas le fatalisme. Il y a des heures où la volonté de quelques hommes brise le déterminisme et ouvre de nouvelles voies. Quand vous déplorerez le mal présent et que vous craindrez le pire, on vous dira : ce sont les lois de l'histoire ; ainsi le veut l'évolution ; on vous l'expliquera savamment. Redressez-vous, Messieurs, contre cette savante lâcheté ; c'est plus qu'une sottise, c'est le péché contre l'esprit». La volonté peut s'opposer au déterminisme absolu. Le courage, la *virtus* (selon Machiavel), peut contrer le cours de la fortune (*Fortuna*), l'esprit peut l'emporter sur la matière, un supplément d'âme peut surmonter le nihilisme, l'énergie spirituelle peut vaincre « l'hostilité latente du hasard »<sup>[48]</sup>. C'est cette énergie, (*Energieia*), cette volonté, qui seules peuvent opposer une résistance, - au conformisme, aux ordres reçus, - exorciser les démons du doute, du défaitisme d'un gouvernement qui selon le mot de Tacite, va se ruer à la servitude, et aussi de la désunion et du désordre des âmes. Il est là encore, le disciple de Bergson, qui en 1932, dans *Les deux sources de la morale et de la religion*, écrivait : «Nous ne croyons pas à la fatalité en histoire. Il n'y a pas d'obstacles que des volontés tendues ne puissent briser si elles s'y prennent à temps». Il sait donc que, entre volontarisme et fatalisme, le fatalisme est plus puissant si l'homme est passif. «Le fatalisme passif est, à la guerre, le pire danger» et «être inerte, c'est être battu»<sup>[49]</sup>. Vient ensuite l'appel au devoir, au devoir des soldats, au nom de l'honneur, du refus de la défaite et de la volonté de vaincre.

On comprend mieux qu'il ait écrit à plusieurs reprises «Rien n'est écrit d'avance»<sup>[50]</sup>, car pour lui, il faut parfois agir comme si le réel était autre, ou plus exactement susceptible de le devenir ; l'acte volontaire se substitue à la vérité théorique ; l'action est d'abord volonté de survivre. Certes, il lui a fallu souvent

«faire comme si», et mêler à une sorte de réalisme supérieur, un idéalisme, car il lui était imparti, selon le mot de Chateaubriand, «de mener les Français par les songes»<sup>[50bis]</sup>. On pense que sa règle morale intérieure est que la liberté n'est pas seulement de faire ce que l'on veut, mais aussi de vouloir ce que l'on doit.

### **Combattre jusqu'au bout, au nom du devoir et de l'honneur**

Le devoir était d'agir au lieu et place de ceux qui ne le faisaient pas<sup>[51]</sup>. Il faut rester fidèle aux engagements à l'égard des alliés, désormais le seul allié britannique, au nom de la fraternité d'armes et de l'accord solennel du 28 mars (*Pacta sunt servanda*). Il faut surtout, au nom de la vertu militaire, faite de devoir et du sentiment de l'honneur, servir jusqu'au bout, jusqu'au sacrifice suprême, même si toutes les chances militaires raisonnables sont perdues, au nom du règlement des forteresses, tant que n'auront pas été épuisés tous les moyens que commandent le devoir et l'honneur, tant que subsistent des hommes et des munitions. Tel est le vieil honneur militaire, le devoir militairement militaire, dont parle Ernest Psichari. La génération *De Gaulle* a été élevée dans le respect des défenses héroïques désespérées : Vieille garde à Waterloo, maison des Dernières Cartouches à Bazeilles, sièges de Belfort, de Bitche, de Phalsbourg, défense de Thuyen-Kang, et il connaît par cœur, la tirade de Péguy : «En temps de guerre, celui qui ne se rend pas, est mon homme ; celui qui se rend est mon ennemi. Denfert dans Belfort, Masséna dans Gênes, ne sont-ils pas cousins de Jeanne, et celui qui rend une place ne sera jamais qu'un salaud, quand bien même il serait marguillier de la paroisse»<sup>[52]</sup>.

### **Ne pas s'avouer vaincu**

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, s'était répandue dans les état-majors, la théorie «du dernier quart d'heure», soutenue par le général russe Dragomirov ; on en revient toujours aux dialogues des *Entretiens de Saint Petersbourg* de Joseph de Maistre : «Dites-moi, Monsieur le Général, qu'est-ce qu'une bataille perdue ? Je n'ai jamais bien compris cela». Il me répondit après un moment de silence : «C'est une bataille que l'on croit perdue !» et Foch affirmait : «On est vaincu que lorsqu'on s'avoue vaincu», et encore Clemenceau : « Dans la guerre, comme dans la paix, le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais ».

### **La volonté de vaincre**

Pendant la guerre de 1914 déjà, il se refusait à envisager une quelconque paix de compromis. «Il faudra, écrivait-il, durcir son corps, concentrer les énergies pour repousser les propositions de paix que l'ennemi ne manquera pas de nous faire», et il dénonce les « tentatives multipliées qu'un ennemi avisé commence à nous offrir»<sup>[53]</sup>.

Il a soigneusement noté dans ses *Carnets*, la parole de Foch : «Le vaincu est celui qui aura le premier épuisé tous ses moyens moraux et matériels ; il faut vaincre ; le vainqueur est celui qui veut le plus énergiquement»<sup>[54]</sup>. On ne peut dès lors s'étonner qu'il se place sous l'égide de Foch, fait défiler ses maigres troupes devant la statue du Maréchal à Londres, et reprenant la phrase dans un télégramme adressé à l'amiral Muselier (3/11/1940), il ordonne : «La parole historique de Foch sera l'objet d'un commentaire particulier»<sup>[55][56]</sup>.

Il sait que pour Foch, la bataille est d'abord une lutte de volonté ; la volonté de vaincre est la première condition de la victoire, le premier devoir du soldat ; il s'adresse encore au Maréchal : «Vous avez toujours enseigné et démontré que l'on n'a pas le droit de se rendre tant qu'il reste des moyens de lutter, vous qui gagnâtes la guerre à force de l'avoir voulue»<sup>[57]</sup>.

### Les grands exemples

Bien sûr, il se met sous l'égide de grands exemples historiques : sans remonter à Vercingétorix, mais bien entendu à Jeanne d'Arc qu'il exaltera dans ses *Discours* de mai 1941 et 1942<sup>[58]</sup>.

Il fait une référence à Danton dont les clameurs ont proclamé la Patrie en danger, à Carnot, dont l'article I de la Politique consiste d'abord à faire la guerre, à l'Empereur Napoléon : «un général soumis à l'ennemi n'a plus le pouvoir de donner des ordres» (59), mais c'est aux chefs les plus proches de la Grande guerre, Joffre et Foch, Raymond Poincaré et Georges Clemenceau qu'il se réfère d'abord ; Clemenceau surtout qui fut «la fureur de la France», «inébranlable au milieu des tempêtes, intransigeant dans sa foi en la France, inlassablement dévoué à la cause de la liberté, l'homme à l'énergie indomptable»<sup>[60]</sup>, qui «proclame la guerre, rien que la guerre ; le pays connaîtra qu'il est défendu», et pour qui «il n'est de défaite irrémédiable que pour la cause abandonnée».

On ne répétera jamais assez la place prise dans toute la génération de De Gaulle par le souvenir de Sedan, de la chute de l'Empire, et de l'esprit de résistance insufflé par le gouvernement bien dénommé de la «Défense nationale». Dans *La France et son armée*, on trouve en effet, ces paroles singulières : «La guerre est perdue, mais on pourrait en gagner une autre à condition d'avoir du temps». «Léon Gambetta personnifie devant l'histoire, le sursaut de la Patrie ; il eut des dons de chef et l'audace d'en faire usage en un temps où la France succombait faute d'être conduite»<sup>[61]</sup>. «C'est à son gouvernement que la France est redevable du bénéfice moral qu'elle recueillit de cette lutte prolongée»<sup>[62]</sup>.

Parmi les chefs qui manient encore avec vigueur les tronçons du glaive, il y a Chanzy, Chanzy enfin, Chanzy surtout, «qui adapte aux circonstances nouvelles, ses talents et son savoir : c'est qu'il mêle à l'instinct de la guerre,

l'intelligence générale des événements ; c'est aussi que son âme est forte, que rien ne le déconcerte, et qu'au milieu des pires traverses, il montre cette sérénité dans la peine qui est, suivant Voltaire, le premier don de la nature pour le commandement. S'il avait été possible qu'un homme changeât le destin de la France, cet homme eut été Chanzy»<sup>[63]</sup>. Et on peut ajouter que Chanzy, après la retraite de la Loire estimait qu'il fallait continuer le combat en Bretagne ou dans le Massif Central.

Ces hommes ont, non seulement, montré des exemples de résistance, mais de plus, ils n'ont jamais transigé dans l'honneur pour le service du pays, et n'ont accepté ni compromissions ni transactions<sup>[64]</sup>.

### Effacer l'humiliation

L'appel à un grand élan populaire pour l'effacement de l'humiliation est également un des éléments de ses discours de 1940. Il avait mesuré le poids des défaites de la France et leurs conséquences. Il ne connaît que trop nos malheurs nationaux : Alésia, Crécy, Azincourt, Poitiers, Ramillies, Sedan (deux fois Sedan) ; il a décidé de se battre jusqu'à ce que «l'ennemi soit défait et lavée la tache nationale», car il éprouvait une souffrance presque indicible tant il avait ressenti l'humiliation de la défaite, qui inspirèrent son action comme s'il voulait laver la France du péché du renoncement auquel elle avait succombé <sup>[64bis]</sup>. Il ressentait avec violence, l'agonie de la France qui n'est pas liée de l'affaiblissement des raisons de croire en elle, mais de l'impuissance à croire quoi que ce soit (Malraux).

Il pressentait que le peuple humilié par la défaite, après la phase de choc et de stupeur muette, réagirait dans l'épreuve. Comme Jeanne avait su le susciter, jaillirait alors le grand élan qui bouterait l'ennemi hors de France. Dans *Vers l'armée de métier*, il avait écrit : « Tout le long du temps, vit-on la race des Français réagir dans l'épreuve avec une extrême vigueur, se rassembler alors qu'elle est en pièces, se relever quand on la tient pour morte ; bref, opposer aux pires infortunes, une résistance et comme un ressort incroyables et qui l'affermisse par l'obscur conscience qu'elle en a»<sup>[65]</sup>, ce qui se traduit en août 1940 (27/8), à peu près dans les mêmes termes : «Il y a en elle un ressort qui depuis toujours étonna le monde, et qui n'a pas fini de l'étonner : la France écrasée, humiliée, livrée, commence à remonter la pente de l'abîme» (27/8/1940)<sup>[66]</sup>.

### Le bon sens

Il invoque en seconde position, les arguments de la raison au nom du bon sens, ce bon sens supérieur qu'il possédait au suprême degré (Léon Noël). De l'analyse des faits, il tire des conclusions très différentes de celles de chefs



militaires et des responsables politiques qui croient, il faut le dire, au succès définitif des Allemands.

Sa démonstration s'appuie sur trois ou quatre syllogismes : nous avons été défaits par la force mécanique et la force aérienne de l'ennemi ; nous vaincrons quand nous aurons des chars et des avions en nombre supérieur. Nous n'avons pas tout perdu car il nous reste une flotte intacte, des avions et des troupes que nous aurions pu et dû transférer, au moins en partie, en Afrique du nord, et surtout un vaste empire. Nous ne sommes pas seuls ; il reste l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte, et qui pourra un jour proche, utiliser sans limites, l'immense industrie des Etats-Unis.

Enfin, cette guerre est une guerre mondiale, ce qui laisse supposer que d'autres pays entreront en guerre à leur tour (la Russie, les U.S.A...).

Comme il l'avait écrit dans ses premiers carnets, «aucune tempête ne dure indéfiniment». «Il faut tenir bon ; le vent redresse l'arbre après l'avoir penché»<sup>[67]</sup>, et encore : «ils passeront, les jours difficiles». Il sait que la France est le pays «des succès inouïs et des revers lamentables»<sup>[68]</sup>.

### Prophétisme et pari supérieur

En cela, il se montre à la fois prophète et joueur au degré supérieur. Rétrospectivement, on reconnaît le sens quasi prophétique de De Gaulle dont la vision à moyen terme sera en tout point exacte ; elle s'appuie sur l'histoire et la géopolitique. Maurice Schumann l'a entendu en août 1940, face à une mappemonde, déclarer que la Russie, puis l'Amérique, entreront en guerre à leur tour ; «Hitler pense à l'Ukraine ; il ne résistera pas à l'envie de régler son sort à la Russie et ce sera le commencement de sa perte. En somme, la guerre est un problème terrible mais résolu, il reste à ramener la France du bon côté».

Il fait aussi un formidable pari que beaucoup jugèrent perdu d'avance ; il s'agissait d'une sorte de jeu suprême où il lui fallait accepter de tout perdre, sinon quoi ?, dira-t-il un jour à André Malraux, «le risque non plus, ne se divise pas». Il avait noté cette phrase de Foch qu'il admirait, que «le chef doit avoir l'énergie de tout risquer, même de perdre l'honneur en risquant la défaite»<sup>[69]</sup>, ce qui devient dans *La France et son armée* : «Il avait eu le mérite d'avoir su risquer les enjeux suprêmes»<sup>[70]</sup>.

Dès le 13 juillet, il déclare : «J'estimais n'avoir joué que le jeu français ; la France, même partagée, même pillée, même livrée, n'a pas à jouer perdu»<sup>[71]</sup>, et ces chances, il les estimait à 50 %, selon Weil-Curiel et Georges Boris, plantons à Seymour Grove, le 19, qui l'ont entendu peser les atouts et les faiblesses de l'Angleterre. Mais même si elles étaient moindres, il y va de l'honneur de

la France de tout mettre en œuvre pour assister son allié. Telle était la claire leçon française, faite de logique et de sang-froid, de fermeté et d'honneur que ces deux hommes avaient entendue, dite d'une voix lente aux inflexions très douces (Crémieux-Brilhac).

### Une valeur transcendante : l'intérêt suprême du Pays

L'argumentaire, en trois affirmations, introduit la valeur suprême, l'intérêt supérieur du pays, car «face aux grands périls, le salut n'est que dans la grandeur»<sup>[72]</sup>. C'était ce qu'il préconisait depuis toujours : «Viser haut, voir grand, juger large»<sup>[73]</sup>. Il veut y entraîner l'action collective pourvu qu'elle tende à quelque chose de grand. Puisqu'il croit à la victoire possible, une seule chose compte : il faut que la France soit présente<sup>[74]</sup>. Le but est clairement défini ; il va falloir arracher pour la France, un morceau de la victoire.

Si l'appel est d'abord destiné aux militaires, il devient très vite politique et s'adresse à tous les Français car il s'agit, ni plus ni moins, «de sauver la Nation et l'Etat»<sup>[75]</sup>, «de sauvegarder le trésor de l'indépendance et de la dignité nationale»<sup>[76]</sup>, «de faire à terme, de l'unité nationale, l'unique salut et la suprême loi»<sup>[77]</sup>, comme plus tard, beaucoup plus tard, «de construire un système de pensée, de volonté et d'action»<sup>[78]</sup>, qui ferait que les événements catastrophiques de 1940 ne puissent jamais se reproduire, et c'est ce naufragé de la désolation (comme il s'était qualifié), qui va sauver en effet, les intérêts de la France, car plus il aura de chances de sauver ces intérêts, plus il aura de chance de sauver son âme ; sont en jeu en effet, la défense de la liberté, de la dignité, de la sécurité, celle aussi de l'unité nationale et à terme, de la nécessaire rénovation, unique salut et suprême loi<sup>[79]</sup>.

### Mystique de l'action soutenue par la foi et l'espérance

«Les grandes actions ne peuvent aboutir qu'appuyées sur une grande mystique»<sup>[80]</sup>. En cela aussi, il rejoint Péguy, son maître Péguy, et cette mystique, c'est bien entendu celle de la France, Notre-Dame la France, une France idéalisée, une France qui ne peut pas mourir et dont il faut sauvegarder le trésor en déshérence, quelles que soient les circonstances.

«La résistance représente une force et un état d'esprit ; il faut qu'il y ait un idéal ; il faut qu'il y ait une espérance ; il faut que quelque part, brille et brûle la flamme de la résistance»<sup>[81]</sup>. «L'espérance doit-elle disparaître ?» Non, et le 14 juillet 1940, il résume l'esprit de la résistance : «Ce jour doit nous rassembler dans la foi, la volonté et l'espérance»<sup>[82]</sup>. C'est elle, la petite fille *Espérance*, du *Mystère de la charité* de Péguy, la seconde vertu théologale qui le guide et dont il entretient la flamme pour lutter contre le découragement. Bernanos

l'avait bien compris, pour qui «l'espérance n'est que la plus haute forme du désespoir surmonté». Maritain non plus, ne s'y était pas trompé : «De Gaulle a espéré contre l'espérance». De Gaulle écrira que «les Français ont finalement triomphé du désespoir».

### L'appel secret à la Providence ?

Bien entendu, il avait la foi en la Patrie chevillée au corps, mais sans doute cette foi, et surtout cette espérance, était soutenue et confortée dans le secret de son âme par sa foi chrétienne profonde, une prière et un appel à la Providence divine, une mise en examen de ses décisions et de ses actes sous le regard de Dieu selon les principes des exercices de Saint Ignace<sup>[83]</sup>. On comprend mieux alors les *Magnificat* entonnés à pleine voix par le Général, à Chartres, à Notre-Dame de Paris, à Strasbourg, et surtout, le pèlerinage discret, sinon secret, qu'il accomplit selon toute vraisemblance sur la colline inspirée à Notre-Dame de Sion en Lorraine, les 9 et 10 février 1945, avant d'effectuer un voyage en Alsace récemment libérée (sur ce point, voir mon article du Pays Lorrain, 2011, 57-60).

### Jouer un grand rôle dans de grands événements

Le général de Gaulle avait rêvé dans sa jeunesse, de jouer un grand rôle dans de grands événements. Au début des *Mémoires de guerre*, évoquant ses souvenirs d'adolescent avant le Premier conflit mondial, il écrit : «Je ne doutais pas que la France dut traverser des épreuves gigantesques, que l'intérêt de la vie consistait à lui rendre un jour, quelque service signalé, et que j'en aurais l'occasion». Il avait évoqué aussi «les ambitieux de premier rang, artistes de l'effort, et levain de la pâte, qui ne voient à la vie, d'autres raisons que d'imprimer leur marque aux événements, et qui, de la rive où les fixent les jours ordinaires, ne rêvent qu'à la houle de l'Histoire»<sup>[84]</sup>. «On ne fait rien sans de grands hommes, mais ceux-ci le sont pour l'avoir voulu»<sup>[85]</sup>.

Jouer un rôle dans de grands événements et accomplir un geste qui distingue désormais, selon le mot de Retz, «l'extraordinaire de l'impossible», tel est ce geste du 18 juin qui s'inscrit dans l'immanence de l'Histoire. Geste réfléchi et pourtant quasi instinctif montrant que la volonté humaine peut infléchir le cours des événements ; geste qui annonce de façon prophétique, mais aussi simple et forte, ce qui ne manquera pas de se produire, et qui se produira en effet ; geste qui s'inscrit avec l'alliance du temps, sous le regard d'une certaine transcendance, incarnant le spirituel dans le temporel. Symbole de la résistance et du non renoncement, faisant appel aux valeurs fondamentales du devoir et de l'honneur, s'opposant au déterminisme et au fatalisme, ce geste a eu une portée historique et des conséquences politiques immenses pour notre pays ; et pourtant, faibles et même dérisoires au début, étaient les moyens dont il

disposait. N'ayant pas désespéré, son Non au régime «légal» né de la défaite, va assurer sa légitimité, et de ce fait, ce qui n'est pas rien, la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance nationales.

Comme le dit Maurice Schumann : «Sans de Gaulle, les Alliés auraient gagné la guerre, mais il n'y aurait pas eu Bir Hakeim ; il n'y aurait pas eu Leclerc entrant victorieusement dans Paris ; il n'y aurait pas eu «la résistance» mais «des résistances» ; il n'y aurait pas eu, au lieu de la France coupable et honteuse d'elle-même de 1940, cette union de la Nation pour le combat qui semble aujourd'hui relier comme dans une image d'Epinal, en deux chaînons, la descente des Champs-Élysées du 26 août 1944 et l'appel improbable du 18 juin.

Si ces mots n'avaient pas été prononcés, Régis Debray écrit : «Les dés auraient roulé dans le même sens sur la planète ; le XX<sup>e</sup> siècle aurait gardé ses grands traits et notre petit pays ne serait pas membre permanent du Conseil de sécurité avec droit de veto, comme la Chine et les Etats-Unis. Et de l'Apocalypse, nous n'aurions pas le même souvenir. Aucune nation ne s'est relevée de la honte avec si peu d'hommes et de moyens, par la vertu des mots changés par des mots, le cours des choses à brève échéance, c'est un privilège réservé aux tribuns qui ont les moyens de leur fin. Churchill, Staline, Roosevelt, comme Napoléon jadis, discourent à balles réelles ; ce n'était pas le cas de De Gaulle «Vox clamantis in deserto» «rarement prophète ne fut à la fois plus perspicace et plus désarmé»(R. Debray). Grâce à lui, le peuple ne fut ni déshonoré, ni déconsidéré, mais il faut bien reconnaître, avec Régis Debray, que ceux qui ont entendu l'Appel n'y ont guère répondu, et ceux qui ont répondu ne l'ont pas entendu...

Tel fut le héros moderne, digne de Plutarque, successeur de Jeanne qui, par son action, devint selon le mot de Hegel, un «accélérateur de l'histoire» et le Français capital du XX<sup>e</sup> siècle (J. Lacouture).

Nous citerons encore une fois Bergson : «L'adepte du penser haut et du parler net ; ce qu'il proclame, il l'incarne. Il est ce qu'il dit et partant, on peut, on doit, on devrait, on aurait dû le croire».

Comme l'écrit Pierre-Jean Jouve dans *L'homme du 18 juin* : «Ce jour-là, une communication secrète s'était établie entre De Gaulle et les Français. Elle dure encore».

## Discussion

M. Mainard remercie infiniment M. Larcane pour cette communication éclatante et qui fera date. Il rappelle qu'il a connu 1940 et écouté Maurice Schumann à la BBC.

M. Claude évoque l'actuel différend avec les professeurs du secondaire et pense que, chez Charles de Gaulle, tout est sous-tendu par son extraordinaire connaissance de l'histoire et de la littérature. M. Larcane confirme cette opinion et dit que c'est un point fondamental.

M. Burgard demande si l'Appel est mentionné dans le très complet journal de Goebbels. M. Larcane dit ne pas savoir, mais que les Allemands connaissaient bien ses théories, et que l'Appel est très rapidement passé d'un aspect purement militaire à un aspect politique, ce «glissement» ayant eu un impact important chez les Allemands et pour la suite.

M. Vicq, reprenant les propos de M. Claude, dit qu'à la Faculté de droit, le professeur Borella disait aux étudiants de 1<sup>e</sup> année que la lecture des *Mémoires de guerre* était indispensable. Il évoque la parution d'ouvrages de Régis Debray. M. Larcane fait des éloges des écrits de M. Debray.

M. Laxenaire dit avoir écouté M. Larcane avec bonheur, qu'il a été passionnant. Il pense que de Gaulle est un homme de ruptures car il y en a eu plusieurs dans sa vie, un homme de tout ou rien, un ennemi des compromis et des compromissions, enfin qu'il avait «l'instinct de l'instant». M. Larcane répond qu'il est plutôt un homme qui a quelques principes directeurs et qui ne transige pas sur l'essentiel, et que contrairement à ce qui a été beaucoup dit, il n'est pas seulement un pragmatique. De Gaulle a une haute idée de l'homme et veut dominer l'événement. La rupture est nécessaire quand il n'est pas possible autrement de parvenir au but. Pour les ruptures, M. Larcane pense qu'après 1945, il y a eu lassitude chez le Général.

M. Cordier remercie M. Larcane et lui dit qu'il a été «formidable». Il cite la victoire de Jeanne d'arc à Patay un autre 18 juin et évoque quelques livres récemment parus. M. Larcane donne son avis sur certaines de ces parutions et sur le film, médiocre à son avis, qui va être diffusé prochainement. L'œuvre de M. Robert Hossein est à ses yeux la meilleure.

M. Bertaud dit son enthousiasme pour cette évocation de ce héros, pour cette vie unique, et regrette qu'actuellement il n'y ait pas de culte du Général.

## Notes et références

(Pour les citations, nous adoptons les abréviations et sigles suivants : D.E. : *la Discorde chez l'Ennemi* ; F.E. : *Fil de l'Épée* ; A.M. : *Armée de Métier* ; F.A. : *la France et son Armée* ; M.G. : *Mémoires de Guerre* ; M.E. : *Mémoires d'Espoir* ; D.M. : *Discours et Messages* ; L.N.C. : *Lettres, Notes et Carnets*. Les références sont prises dans les éditions Plon).

- [1] *Churchill l'a jugé jeune et énergique... plein d'allant et qui en veut... susceptible d'organiser la résistance en Bretagne ou sur la côte atlantique.*
- [2] *Jean Oberlé qui, avec Jean Marin, se trouve là, dit : «Eh bien ! En voilà un qui sort de la discipline pour entrer dans le Petit Larousse».*
- [3] *LNC III, 16*
- [4] *M.E. I, 22*
- [5] *P. de G. I, 151*
- [6] *MG I, 67*
- [7] *Jeannelle 189, «Ecrire ses mémoires au XX<sup>e</sup> siècle, déclin et renouveau».*
- [8] *C'était la signification adoptée en particulier par Michelet : «Le courage des Ibères a été celui de la résistance, comme le courage des Gaulois, celui de l'attaque».*
- [9] *DM I, 7-8*
- [10] *DM I, 12*
- [11] *FE, 153*
- [12] *FE, 31*
- [13] *FE, 66 - ME I, 81*
- [14] *FA, 170*
- [15] *ME, 48*
- [16] *FE, 74*
- [17] *FE, 62*
- [18] *FE, 207 - FE, 69-96 - AM, 241-242.*
- [19] *FE, 61, 63*
- [20] *FE, 70*
- [21] *FE, 153*
- [22] *DM II, 576 - C. Guy, En écoutant DG, 69*
- [23] *MG I, 255*
- [24] *René Hostache a noté dans une conversation, à propos de l'Algérie : «Il faut savoir saisir, lui dit le Général, une occasion favorable, mais on ne peut la créer de toute pièce. Bonaparte a remporté la victoire à Austerlitz le 2 décembre ; il ne l'aurait*

*pas remportée ailleurs ou un autre jour de la même façon». Il s'agit donc là des innombrables variantes gaulliennes, sur le thème de l'événement et qui rejoint d'ailleurs la pensée de Péguy dans Notre jeunesse : «Ce qu'il y a de plus imprévu, c'est toujours l'événement, et quand il y a des montagnes de détails, il faut qu'ils soient bien immédiats, presque instantanés, qu'ils précèdent de bien peu, les faits, autrement la déconvenue s'intercale. Napoléon, sans doute, a bien monté Austerlitz mais il ne le montait pas le jour du 18 Brumaire».*

[25] *M.G. I, 31*

[26] *M.G. I, 21*

[27] *Même avant l'offensive allemande, et en raison même de l'inaction française et britannique, il estimait que la guerre débutait par un échec, mais il prévoyait une guerre mondiale qui durerait quatre à cinq ans et qui se terminerait par une victoire alliée (Témoignage de Daniel Rops qu'il a rencontré en avril 1940).*

[28] *M.G. I, 28*

[29] *M.G. I, 28*

[30] *M.G. I, 29*

[31] *M.G. I, 29*

[32] *M.G. I, 30*

[33] *M.G. I, 38*

[34] *M.G. I, 43*

[35] *M.G. II, 159 ; FE, 94*

[36] *FE, 64*

[37] *FE, 62-63*

[38] *FE, 65*

[39] *DM I, 110*

[40] *FE, 65-66*

[41] *Le choix qui se fait apparemment sans hésitation, suppose malgré tout, une tempête sous un crâne, même s'il est guidé par la finalité d'un but supérieur ; il a gardé la volonté de rester lucide dans le «vide effrayant du renoncement» et il lui est arrivé de dire par la suite : «Ce fut épouvantable !» «Je ne commettrai pas l'indélicatesse d'insister sur ce que cela représente au total, de souffrances et de sacrifices. Chacun de nous est seul à connaître, dans le secret de son cœur, ce qui lui en a coûté».*

[41 bis] *M.G. I, 74*

[42] *Il avait souvent évoqué avant-guerre, des exemples de désobéissance aux ordres, de chefs qui appréciaient les circonstances ; «ainsi Pélissier, à Sébastopol, empochant les dépêches comminatoires de l'Empereur, pour les lire seulement quand l'affaire*

*serait terminée. Ainsi, Lanzerac, sauvant son armée après Charleroi en rompant le combat malgré les ordres reçus ; ainsi Lyautey, conservant tout le Maroc en 1914, en dépit des instructions supérieures. Après la bataille navale du Jütland, et l'occasion manquée par les Anglais de détruire la flotte allemande, Lord Fisher, premier lord de l'Amirauté, recevant le rapport de l'amiral Jellicoe, s'écriait avec chagrin : « Il a toutes les qualités de Nelson, sauf une : il ne sait pas désobéir » (F.E., 68).*

[43] *DM I, 117*

[44] *MG I, 220*

[45] *On reconnaît aujourd'hui que l'appel a eu une instantanéité et une clairvoyance exceptionnelle ; [« Cette force et cette simplicité des devoirs simples, comme le cri de la conscience » (Léon Blum)].*

[45 bis] *D.M. I, 197 ; M.G. I, 260 ; L.N.C. XII, 382, L.N.C. IV, 509*

[46] *FE, 45*

[47] *FE, 15*

[48] *FA, 189*

[49] *DE, 86*

[50] *DM I, 67 - DM III, 165*

[50bis] *MG I, 120*

[51] *MG I, 46*

[52] *Cette phrase fut rappelée par Edmond Michelet, au moment de la défaite de 1940. C'est la reprise de la devise de François de Guise : « Il ne faut jamais capituler » (Citée par De Gaulle à Alain Peyrefitte) (Alain Peyrefitte, C'était De Gaulle, II, 533).*

[53] *LNC I, 96 – 237*

[54] *LNC I, 126*

[55] *LNC III, 159*

[56] *La victoire est à ceux qui la méritent par la plus grande force de volonté et d'intelligence », avait écrit en effet, le maréchal Foch.*

[57] *DM I, 40-42*

[58] *Jeanne d'Arc - «Un pays aux trois-quarts conquis, la plupart des hommes en place collaborant avec l'ennemi. Paris, Bordeaux, Orléans, Reims, devenues garnisons étrangères, un représentant de l'envahisseur dictant la loi dans la capitale, la trahison partout étalée, la famine à l'état chronique, un régime ignoble de terreur et de délation organisé aux champs comme à la ville, les soldats cachant leurs armes, les chefs leur chagrin, les Français leur fureur. Telle était, en surface, la France, il y a cinq cent douze ans, quand Jeanne d'Arc parut pour remplir sa mission... Mais malgré l'oppression, la honte, la douleur, les gens ne se résignaient pas ; c'est de cette foi et de cette espérance secrètes que l'épée de Jeanne d'Arc fit jaillir le grand élan qui bouta l'ennemi hors de France» (10/5/1941).*



*L'année suivante (10/5/1942), il exalte «Jeanne qui suscite l'union nationale et sut trouver l'aide instinctive du peuple dans le mortel danger, résultant non seulement de l'invasion et de la conquête ennemie, mais encore et surtout de la dislocation nationale, de la rupture de l'unité et de la cohésion française devant la faillite ou la trahison de ceux qu'elle tenait pour ses chefs... Sa gloire fut sans nul doute, la plus pure et la plus douloureuse de toutes celles qui forment la France de notre histoire. Rien ne peut être comparé à la merveilleuse entreprise de cette jeune paysanne française dont l'ardeur sacrée et le populaire génie suffirent à révéler à elle-même, la nation opprimée par l'ennemi et divisée contre elle-même. Rien ne fut plus cruel que l'épreuve traversée par Jeanne d'Arc, épreuve qui commença dès que sa mission sacrée lui imposât de franchir les montagnes des intérêts particuliers, des intrigues et de l'incompréhension, pour trouver l'aide instinctive du peuple, épreuve qui se termina par l'abandon, la calomnie, le martyre dès que le but eut été atteint et la France sauvée». (D.M. I, 83 – D.M. I, 184).*

[59] *DM I, 59*

[60] *DM I, 273 et 387*

[61] *FA, 185* : ce qui se retrouve dans les *Mémoires de Guerre* «la guerre commence infiniment mal, il faut donc qu'elle continue» *MG I, 31* ; et aussi «si la guerre de 1940 est perdue, nous pouvons en gagner une autre», *MG I, 43*.

[62] *FA, 184-185*

[63] *FA, 190*

[64] *DM I, 198*

[64 bis] Blanc, *De Gaulle au soir de sa vie*, 358

[65] *AM, 40*

[66] *DM I, 30*

[67] *FE, 81*

[68] Des malheurs exemplaires (*FE, 57* ; *MG III, 252*), et que «l'on peut frapper encore après Sedan, avec le tronçon du glaive, gagner comme par miracle, la Bataille de la Marne» (*AM, 40*), et c'était à la Marne qu'il pensait car il déclara en 1944 : «Après la Bataille de France, il fallait continuer, car à l'échelle de cette guerre, la Marne, c'était la Méditerranée» (*DM I, 366*).

[69] *LNC II, 349*,

[70] *FA, 275*

[71] *DM I, 16*

[72] *MG I, 41*

[73] *FE, 100 - LNC XI, 256*

[74] *LNC III, 140 - DM I, 445 - LNC V, 322*

- [75] *MG I, 69,*  
 [76] *DM I, 213*  
 [77] *DM I, 275*  
 [78] *DM V, 322*  
 [79] *DM I, 110-275*  
 [80] *DM I, 286*  
 [81] *DM I, 7-8*  
 [82] *LNC III, 36*  
 [83] *On peut trouver quelque analogie dans l'éloge qu'il fit de Foch : ce dernier inclinait, écrivait-il naturellement, en partie en raison de ses convictions religieuses, que la victoire se gagne avant tout, par l'effort subjectif, qu'on l'emporte en dernier ressort par la confiance, l'ardeur et l'abnégation.*  
 [84] *MG I, 2, FE 202*  
 [85] *Evoquant ici le maréchal Foch, il écrivit aussi : «Il s'y était longtemps préparé dans le silence de la vie intérieure, et s'était donné à lui-même, toutes les raisons de devenir grand, au moment où ses facultés en rencontreraient l'occasion».*



## Chronologie des événements concernant le général de Gaulle et l'appel du 18 juin 1940

- 21 janvier 1940** : envoi du Mémoire intitulé «L'avènement de la force mécanique».
- 26 avril 1940** : affecté au commandement (par intérim) de la 4<sup>ème</sup> D.C.R.
- Du 17 au 20 mai** : combats à Montcornet, Crecy s/Serre et au Nord de Laon, allocation de Savigny s/Ardres le 21 mai.
- Du 27 au 30 mai** : combats autour d'Abbeville (Mont Caubert). Le 25 mai 1940 : nommé général de brigade à titre temporaire (à compter du 1<sup>er</sup> juin).
- Le 26 mai 1940** : le mot armistice est prononcé pour la première fois par Weygand.
- Le 30 mai 1940** : cité à l'ordre de l'Armée.
- Le 5 juin 1940** : nommé sous-secrétaire d'Etat de la Défense nationale et de la Guerre, quitte la 4<sup>ème</sup> D.C.R. le 6.
- Le 9 juin** : rencontre W. Churchill à Londres.
- Le 10 juin** : quitte Paris en compagnie de Paul Reynaud (l'Italie vient de déclarer la guerre à la France).

- Le 11 juin** : se rend à Arcis s/Aube pour rencontrer le général Huntziger, puis à Briare, participe au conseil suprême franco-britannique.
- Le 12 juin** : proposition d'armistice par Weygand à Cangé, appui de Pétain, refus de Paul Reynaud.
- Le 13 juin** : ne participe qu'en partie à la réunion franco-britannique de Tours. Georges Mandel et Paul Reynaud le dissuadent de démissionner.
- Le 14 juin** : les Allemands entrent à Paris, le Général quitte le château de Beauvais près de Tours pour se rendre à Bordeaux, repart le soir même sur Rennes avec mission d'aller demander au gouvernement britannique<sup>[1]</sup> les moyens de transport nécessaires à la continuation de la lutte en Afrique du Nord.
- Le 15 juin** : quitte Brest pour Plymouth à bord du contre-torpilleur Milan. Refus de Weygand d'un cessez-le-feu et du départ du gouvernement en Afrique du Nord.
- Le 16 juin** : arrive à Londres, est saisi du projet Monnet, président du comité de coordination franco-britannique, d'une union franco-britannique, reçoit l'accord de Paul Reynaud, et pour l'appuyer rejoint Bordeaux pour apprendre la démission de Paul Reynaud qui vient de refuser la proposition Chautemps de demande des conditions d'armistice appuyée par le Maréchal Pétain.
- Le 17 juin**, quitte Bordeaux dans la matinée à bord d'un *Havilland*, le Maréchal Pétain annonce : il faut cesser le combat, et demander les conditions d'armistice (à 12h30). De Gaulle s'entretient avec Winston Churchill à Downing Street en début d'après-midi, tombe d'accord sur le principe de l'appel dès que seront mieux connues les dispositions du gouvernement Pétain et le résultat des demandes britanniques au sujet de la flotte française ; dîne avec Jean Monnet : «je suis ici non pas en mission mais pour sauver l'honneur de la France» ; pied à terre à Seymour Grove.
- Le 18 juin** : lance l'appel à la BBC, rédaction achevée à 10 h, demande l'accord du cabinet britannique, refus initial, démarches de Duff Cooper (ministre de l'Information) et de Spears auprès des membres du cabinet de guerre (dernière version à 15 h), accord final de Winston Churchill vers 17 h, appel un peu avant 18 h (17h heure française), annonce à 20h15<sup>[2]</sup>, diffusion à 22 h, rediffusion le 19 à 12h15. Ce même jour, l'état-major français a ordonné aux troupes de rester sur place.

[1] transmises par 14 ambassadeurs (Sir Ronald Campbell), renouvelées par Churchill en personne et encore du 19 au 22 : 5 missions de Lord Lloyd, ministre des Colonies, et amiral Dudley Pound à Bordeaux, puis de Duff Cooper et Lord Gort à Rabat, mission de Jean Monnet et René Plevin, «conseils» de William Stray et de Lord Cadogan, pressions de Vansittart, président du comité des affaires françaises, et surtout de Lord Halifax.

[2] le soir il dîne avec Courcel au Langhan Hôtel.

**Le 19 juin** : discours annoncé non prononcé.

**Le 20 juin** : le Maréchal interdit aux membres du gouvernement et aux parlementaires de gagner l'Afrique du nord

**Le 22 juin** : signature de l'armistice à Rethondes.

**Les 22 juin, 24 juin, 26 juin, 28 juin et 2 juillet** : nouveaux discours pour exhorter les Français à le rejoindre pour continuer le combat (22), pour stigmatiser l'armistice (24), pour répondre au Maréchal Pétain (26), pour refuser d'accepter la double capitulation (27).

**Le 27 juin** : reconnu par le gouvernement britannique comme chef des Français libres.

**Le 2 juillet** : proclamation affichée à Londres : «La France a perdu une bataille, la France n'a pas perdu la guerre».

**Le 3 juillet** : Mers El Kebir ... (Discours du Général le 8).

**Le 10 juillet** : la Chambre des députés remet tous ses pouvoirs au maréchal Pétain avec mission de modifier la Constitution.



## Attitude du gouvernement de Bordeaux à l'égard du général de Gaulle à partir du 18

**Le 18 et 19** : il reçoit l'ordre personnel de Weygand de regagner la France. Déclaration du Ministre Alibert : «les déclarations du Général de Gaulle n'engagent en rien le gouvernement et la France».

**Le 19** : remis à la disposition du commandant en chef.

**Le 22** : annulation de sa nomination au grade de général à titre temporaire.

**Le 23** : admis d'office à la retraite par mesure de discipline.

**Le 30** : informé d'un mandat d'arrêt lancé contre lui.

**Le 4 juillet** : condamné à 4 ans de prison par le Tribunal militaire de la 17<sup>ème</sup> région pour refus d'obéissance.

**Le 2 août** : condamné par contumace à la peine de mort, à la dégradation militaire, à la confiscation de ses biens meubles et immobiliers par le Tribunal militaire de la 13<sup>ème</sup> région pour atteinte à la sûreté extérieure de l'État et désertion à l'étranger en temps de guerre. «Nous réglerons nos comptes à la victoire» se contente de déclarer le Général.



### **Variantes du discours du 18 juin**

**Version authentifiée** : «les chefs qui depuis de longues années sont à la tête des armées françaises ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat».

**Texte diffusé** : «le gouvernement français a demandé à l'ennemi à quelles conditions pourrait cesser le combat. Il a déclaré que, si ces conditions étaient contraires à l'honneur, la lutte devait continuer».

**Version authentifiée** : «ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui».

**Texte diffusé** : amputation des derniers mots «au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui»<sup>[1]</sup>.

**Bibliographie** : Nous ne reprendrons pas la bibliographie exhaustive concernant le 18 juin. On peut en trouver l'essentiel dans les ouvrages de J. Lacouture, J.L. Crémieux-Brilhac, F. Delpa, et dans le dernier ouvrage sous la direction de Philippe Oulmont : *les 18 juin, combats et commémorations*, André Versailles Editeur, 2011.

[1] sur le brouillon : suppression d'un passage de 5 lignes du deuxième feuillet et un mot retranché sur le troisième. Cependant, il faut savoir qu'à côté des ratures du manuscrit de l'appel, on a longtemps considéré à tort comme le «brouillon» d'un texte qui a été enregistré le 1<sup>er</sup> ou le 2 juillet à la demande des autorités britanniques qui n'avaient pas conservé l'enregistrement initial (sur ce point litigieux, lire les mises au point successives de Crémieux-Brilhac), l'argumentation condensée a été filmée.